



Les présidents de la SSMI: Ulrich Bürgi, Werner Bauer, Jürg Pfisterer

## Tarifs de laboratoire: nous n'accepterons pas les menaces de changement de système

Réplique au courrier du Dr Baumann (page 360)

Monsieur et cher collègue,

En aucun cas, les sociétés de disciplines médicales, la FMH et tous les autres utilisateurs du tarif de la Liste des analyses que vous mentionnez ne sont prêts à accepter la modification des tarifs de laboratoire proposée par l'OFSP. Ils l'ont exprimé avec clarté lors des entretiens en cours actuellement avec l'OFSP et les commissions concernées, et ils sont disposés à se battre pour le laboratoire de cabinet, que ce soit dans les coulisses ou à découvert.

La modification des tarifs proposée par l'OFSP leur retirerait à tous, à l'exception peut-être de quelques groupes industriels d'analyses de laboratoire, les bases économiques vraiment nécessaires pour l'exécution des diagnostics en présence du patient. Par conséquent, cette offre de prestations s'éteindrait.

La suppression de ces moyens diagnostiques du cabinet médical aurait pour conséquence une modification fondamentale dans le système de santé suisse: si l'on prend en considération non seulement le secteur du laboratoire mais l'ensemble du système de santé, il en découlerait assurément une diminution d'efficacité, une perte drastique de qualité et une augmentation du coût des soins. Il est paradoxal de constater que ce recul serait le résultat de l'espoir, extrêmement discutable, d'obtenir des économies en se focalisant sur la seule réduction des coûts d'analyse, hors de tout contexte. Tout médecin trouverait cette façon de voir tout à fait absurde.

Il est clair que l'on peut discuter de l'aspect économique de la révision de la Liste des analyses. C'est la raison pour laquelle le vice-président de la FMH, E. Gähler, et son groupe de travail ont élaboré une proposition constructive tenant compte de l'économicité

réelle – contrairement à l'esquisse de l'OFSP – ce qu'une première audition a clairement montré.

Le DFI, l'OFSP et santésuisse seraient bien inspirés d'examiner cette proposition avec sérieux, car elle repose sur des réalités économiques bien établies et convaincantes.

La campagne de lettres au Conseiller fédéral P. Couchepin, débütée récemment, montre nettement que les patients, directement concernés par les intentions de l'OFSP, n'acceptent pas eux non plus les conséquences négatives que ces exigences entraîneraient. Manifestement, il faut rappeler les résultats de la votation du 1<sup>er</sup> juin au DFI, à l'OFSP et à santésuisse, et leur faire comprendre que les patients, en tant que personnes directement intéressées, ne peuvent pas être accusés de manière répétée et à eux seuls de n'être que des bénéficiaires de prestations qui font grimper les coûts.

Pour l'instant, des négociations serrées sont encore en cours et les diverses sociétés médicales, SSMG, SSMI, SSP, FMH, ainsi que le CMPR n'ont pas encore abandonné l'espoir que leurs arguments seront finalement acceptés. D'un point de vue stratégique il serait donc très mal venu maintenant d'exposer publiquement et concrètement des mesures à prendre si aucun accord n'est trouvé.

Les représentants de la défense professionnelle ne méritent pas les reproches venant du corps médical selon lesquels ils seraient inactifs: au contraire, les collègues qui s'engagent dans les délégations et les commissions y sacrifient énormément de temps et d'énergie. Il faudra que nos partenaires de négociation comprennent clairement que nous autres – médecins et patients – ne tolérerons pas la modification de système dont on nous menace.